

Enquête ouverte contre le Youtubeur «Papacito» pour «provocation au meurtre»

Jean-Luc Mélenchon, chef de file de La France Insoumise, avait annoncé lundi le dépôt d'une plainte à l'encontre du youtubeur d'extrême droite, après la publication d'une vidéo mettant en scène la mort d'un électeur de son parti.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 4 heures,
Mis à jour il y a 26 minutes

Une enquête a été ouverte mercredi 9 juin pour «*provocation publique non suivie d'effet à la commission d'atteintes à la vie*» visant le Youtubeur d'extrême droite «*Papacito*», auteur d'une vidéo simulant le meurtre d'un électeur LFI, a annoncé le parquet de Paris, sollicité par l'AFP.

Dans le détail, l'enquête est ouverte du chef de «*provocation publique non suivie d'effet à la commission d'atteintes à la vie ou à l'intégrité des personnes*», selon le parquet de Paris. Les investigations ont été confiées à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP).

Dans cette vidéo publiée dimanche sur YouTube, depuis retirée, le vidéaste «*Papacito*» déclare: «*Il y a 6% de gens qui votent pour le parti de Jean-Luc Mélenchon dans ce pays, peut-être qu'ils seront démunis s'il se passe quelque chose de pas prévu dans les années prochaines*». «*Qu'est-ce qu'on peut faire pour ces gens-là?*», ironise le vidéaste affublé d'un treillis militaire, avant de tirer, accompagné d'un ami, avec des armes à feu, sur le mannequin représentant l'électeur LFI, ensuite lardé de coups de couteau. «*Alors bien sûr le but de cette vidéo n'est pas de vous engager à produire de la violence, elle est purement expérimentale*», précise ensuite Papacito.

Des extraits de cette séquence ont été abondamment relayés et dénoncés sur les réseaux sociaux par les Insoumis, lundi, avant un communiqué puis une intervention de Jean-Luc Mélenchon, lors de laquelle le candidat insoumis à la présidentielle a dénoncé un «*appel au meurtre*» et annoncé une plainte. Fabien Roussel (PCF), autre candidat à la présidentielle, avait également annoncé «*saisir le procureur*» parce que les communistes y étaient aussi désignés comme cibles. «*Le gouvernement de la République condamne sans réserve et de la manière la plus ferme*» cette vidéo, avait déclaré mardi le premier ministre, Jean Castex, à l'Assemblée nationale.

La vidéo de «*Papacito*» avait été postée après l'émission «*Questions politiques*» dimanche (France info/Inter/Le Monde) dans laquelle Jean-Luc Mélenchon avait fait un lien entre terrorisme et élections, suscitant de nombreuses critiques, mais sa longueur suggère un

tournage et un montage qui la précédait.